



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°18 2026

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : L'excédent de la balance des paiements atteint 3,7 Mds USD sur juillet-mars, soutenant les réserves ;
- ❖ **Inde** : L'indice PMI en hausse en avril ;
- ❖ **Maldives** : Les entreprises du tourisme demandent un plan d'urgence ;
- ❖ **Népal** : Indicateurs macroéconomiques des trois premiers trimestres de l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : Accord du CA FMI sur les revues des programmes en cours et un décaissement de 1,3 Md USD ;
- ❖ **Sri Lanka** : Excédent budgétaire sur les deux premiers mois de 2026.

À RETENIR

15 %

Hausse des droits d'importation indiens sur
l'or et l'argent

Bangladesh

L'excédent de la balance des paiements atteint 3,7 Mds USD sur juillet-mars, soutenant les réserves

Le Bangladesh a enregistré un excédent de sa balance des paiements, atteignant 3,7 Mds USD sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025-26 contre un déficit de 1,1 Md USD sur la même période un an plus tôt.

Le pays profite d'un compte financier largement positif à 3,8 Mds USD, contre seulement 0,6 Md USD un an plus tôt, selon les données de la Banque centrale. Cette amélioration est principalement portée par la rapatriation de recettes d'exportation en retard, ainsi que par une hausse des flux de crédit commercial, passé d'un déficit à un excédent.

Sur la même période, la balance commerciale se dégrade à -19,2 Mds USD alors que les exportations déclinent de 4,4% et les importations augmentent de 4,6% portées par la hausse des importations de pétrole (+54% en valeur) et d'engrais (+40%). Le déficit courant se redresse néanmoins légèrement à -0,4 Md USD contre -0,9 Md USD l'année dernière grâce à la forte hausse des transferts des expatriés (+20%).

[Financial account surplus jumps to \\$3.81b in Jul-Mar](#)

Liquidation de cinq institutions financières, pour un coût estimé à 350 M EUR

La Banque centrale (BB) a approuvé la liquidation de cinq institutions financières non bancaires (NBFIs) fortement fragilisées : FAS Finance, Fareast Finance, Aviva Finance, Peoples Leasing et International Leasing. Précemment incluse dans les plans de la BB, Premier Leasing semble dorénavant écarté de cette procédure de liquidation. Ces établissements présentent des ratios de créances douteuses insoutenables entre 93 et 100%, les rendant incapables d'honorer les dépôts.

Les autorités prévoiraient une intervention budgétaire de l'État pour financer le processus et assurer le remboursement des épargnants, après de nombreuses manifestations de leurs représentants. L'opération pourrait coûter environ 50 Mds Tk (350 M EUR).

Dans le cadre de cette liquidation, les autorités ont en effet décidé de renforcer la protection des déposants : les clients individuels devraient être remboursés jusqu'à 1 M Tk (10 lakh) de dépôts. Les montants supérieurs pourraient être dédommagés partiellement.

Le Deposit Protection Act, 2026, entré en vigueur début avril 2026 renforce la protection des déposants, en augmentant les sommes couvertes de 100.000 Tk à 200.000 Tk et en incluant les NBFIs dans la couverture.

Sur 35 NBFIs, 20 sont considérées en mauvaise santé, représentant près de 221 Mds Tk de dépôts (dont 50 Mds Tk appartenant à des particuliers) soit 41% des dépôts de toutes les NBFIs.

[Five troubled financial firms approved for shutdown as govt pledges funds](#)

170 Mds Tk (1,4 Md EUR) budgété pour 2026-27 pour mettre en œuvre 3 promesses sociales

Le gouvernement prévoit une hausse globale des dépenses de sécurité sociale dans le budget 2026-27, avec une allocation d'environ 170 Mds Tk (≈ 1,4 Md EUR) pour démarrer les principaux

programmes sociaux (Family Card, Farmer Card et aides aux institutions religieuses) en ligne avec le programme électoral du BNP.

La Family Card sera de loin la mesure la plus coûteuse avec une enveloppe de 145 Mds Tk, qui devra permettre de verser 2500 Tk/mois à 4,8 M de familles. Le gouvernement prévoit de progressivement monter en charge pour atteindre d'ici 4 ans environ 20 M de foyers soit un coût de 600 Mds Tk/an (4,2 Mds EUR). Plus de 4000 employés supplémentaires pourraient être recrutés par le ministère en charge afin de mettre en œuvre ce programme.

[Family Card to cost Tk 1,34,000cr over four years](#)

La production des grandes industries manufacturières recule de près de 10 % en février

L'indice de production des grandes industries manufacturières a enregistré une contraction de 9,76 % en glissement annuel en février 2026, selon les dernières données du Bangladesh Bureau of Statistics (BBS). Il s'agit de l'un des replis les plus marqués de ces dernières années, reflétant le ralentissement de l'activité industrielle dans un contexte de demande intérieure et extérieure affaiblie. L'activité a également été ralentie par l'organisation des élections générales mi-février.

Le recul est particulièrement marqué dans plusieurs secteurs clés, notamment le prêt-à-porter, les produits alimentaires, les matériaux de construction et certains biens de consommation. Cela intervient dans un contexte de ralentissement de la demande. Ainsi, si le chiffre d'affaires et les profits nets des entreprises cotées en bourse (hors finance) ont bien connu une légère hausse en 2025, ils ont baissé de respectivement de 2% et 10% au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent.

[Large manufacturing output shrinks nearly 10 per cent](#)

Inde

Relèvement des droits d'importation sur l'or : une mesure visant à réduire les déséquilibres extérieurs

Le gouvernement indien a annoncé une hausse des droits d'importation sur l'or et l'argent, portés à 15 %, contre 6 % auparavant, tandis que les droits sur le platine ont été relevés à 15,4 %. Cette décision vise principalement à limiter les importations de métaux précieux, réduire le déficit commercial et soutenir la roupie, dans un contexte de pressions croissantes sur les équilibres extérieurs.

L'or représente une part importante des importations indiennes. Selon les données du ministère du Commerce, les importations d'or ont progressé de près de 29 % sur l'exercice 2025-26 (jusqu'en février), atteignant environ 69 Mds USD. Cette hausse a contribué à l'élargissement du déficit commercial, alors que la demande domestique reste soutenue, notamment pour l'épargne et la joaillerie.

Les autorités cherchent ainsi à freiner les achats d'or, considérés comme peu productifs du point de vue macroéconomique, en augmentant leur coût d'importation. Le gouvernement espère également réduire la demande de devises liée aux importations d'or, afin d'atténuer les pressions sur la roupie et les réserves de change.

Toutefois, plusieurs analystes soulignent les limites de cette stratégie. L'Inde demeure le deuxième consommateur mondial d'or après la Chine, et la demande est fortement ancrée culturellement. Une hausse trop importante des droits pourrait ainsi favoriser la contrebande, déjà significative lors des précédents relèvements tarifaires. Certains experts estiment également que l'impact sur le déficit commercial pourrait rester limité, les importations d'énergie continuant de représenter le principal facteur de déséquilibre extérieur.

Cette mesure illustre les arbitrages auxquels fait face le gouvernement indien entre soutien à la stabilité macroéconomique, maîtrise du déficit extérieur et préservation des recettes fiscales, dans un environnement international marqué par une forte volatilité des prix de l'or et des flux financiers.

[India's gold policy trap: Cut duty to curb smuggling, raise to save rupee | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Un dividende record attendu de la RBI pour soutenir les finances publiques

La Reserve Bank of India pourrait verser au gouvernement indien son dividende le plus élevé jamais enregistré au titre de l'exercice 2025-26, dans un contexte de fortes tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de pressions croissantes sur les équilibres macroéconomiques.

L'an dernier, la banque centrale avait déjà transféré un montant record de 2 690 Mds INR (environ 28 Mds USD) au gouvernement, soit une hausse de 27 % par rapport aux 2,11 lakh crores INR (22 Mds USD) versés l'année précédente. Le montant définitif du dividende pour FY26 devrait être arrêté lors de la prochaine réunion du conseil de la RBI.

Ce transfert exceptionnel pourrait offrir une marge budgétaire supplémentaire au gouvernement, confronté à la hausse des prix du pétrole, à la dépréciation de la roupie et à l'augmentation des coûts d'importation liée au conflit au Moyen-Orient. Plusieurs mesures ont déjà été annoncées pour limiter les pressions sur les réserves de change et le déficit extérieur, notamment le relèvement des droits d'importation sur l'or et les métaux précieux.

Dans le même temps, la RBI intensifie ses interventions pour soutenir la roupie et stabiliser les marchés financiers. Les réserves de change indiennes ont reculé de 5,2 % depuis le début du conflit, à environ 691 Mds USD, tandis que la banque centrale serait intervenue massivement sur le marché des changes pour limiter la volatilité de la monnaie.

[RBI may pay highest-ever dividend to help Centre tackle West Asia crisis | Economy & Policy News - Business Standard](#)

Légère hausse de l'inflation en Inde sur fond de tensions alimentaires et énergétiques

L'inflation de détail en Inde a légèrement augmenté à 3,48 % en avril 2026, contre 3,4 % en mars, principalement sous l'effet de la hausse des prix alimentaires. Cette progression reste néanmoins inférieure à l'objectif de moyen terme de la Reserve Bank of India (RBI), fixé à 4 %.

L'inflation alimentaire a atteint 4,2 %, contre 3,87 % le mois précédent, portée notamment par la hausse des prix de certains produits agricoles tels que la noix de coco (+44,5 %), les tomates (+35,3 %) ou encore le chou-fleur (+25,6 %). À l'inverse, les prix des pommes de terre et des oignons ont continué de reculer.

Cette hausse intervient dans un contexte de tensions croissantes sur les marchés énergétiques mondiaux liées à la crise au Moyen-Orient. Bien que les prix des carburants n'aient pas encore été pleinement répercutés aux consommateurs, plusieurs économistes alertent sur des effets indirects via l'augmentation des coûts de production et de transport.

Par ailleurs, les risques climatiques liés à une mousson potentiellement plus faible pourraient accentuer les pressions sur les prix alimentaires dans les prochains mois. La dépréciation de la roupie contribue également au renchérissement des importations, notamment des métaux précieux et des produits énergétiques.

[India inflation edges up in April to 3.48% as energy risks grow | Reuters](#)

Maldives

Les entreprises du tourisme demandent un plan d'urgence

Elles estiment à plus de 500 MUSD les pertes subies depuis mars en raison du conflit au Moyen-Orient et alertent sur la situation des entreprises du secteur. Elles demandent notamment des moratoires sans intérêt, des restructurations de prêts, des reports fiscaux, des exonérations et des facilités de financement adaptées aux petits opérateurs. Les arrivées touristiques ont connu un ralentissement brutal depuis mars ; elles ont reculé de 19,8% en mars 2026 par rapport à mars 2025, de 24,4% en avril et de 13,6% au 9 mai. Depuis le début de l'année, la baisse atteint 5,4% alors que les arrivées étaient bien orientées sur les deux premiers mois de l'année. La destination dépend fortement des correspondances aériennes via les grandes plates-formes du Golfe. Le président Mohamed Muizzu a indiqué que le gouvernement examinait des mesures de soutien, en lien avec un comité ministériel et les représentants du secteur, sans annoncer à ce stade de dispositif précis.

[Corporate Maldives](#)

Népal

Indicateurs macroéconomiques des trois premiers trimestres de l'exercice en cours

L'inflation annuelle s'est établie à 4,47% à la mi-avril 2026, contre 3,39% un an plus tôt. Cette hausse vient à la fois des produits alimentaires (4,01%) et des biens non alimentaires et services (4,72%). En moyenne sur les neuf premiers mois de l'exercice, l'inflation reste toutefois plus faible qu'un an auparavant, à 2,39%, contre 4,57%.

Sur le plan extérieur, les exportations ont progressé de 18,5%, à 1,45 Md USD. Cependant, cette hausse ne compense pas la progression des importations, qui ont augmenté de 13,8%, à 9,71 Mds USD. En conséquence, le déficit commercial s'est élargi de 13%, à 8,25 Mds USD.

Malgré ce déficit, la position extérieure du pays s'est renforcée. Les transferts des travailleurs migrants ont augmenté de 31,9%, pour atteindre 11,55 Mds USD. Cette dynamique a permis de dégager un excédent courant de 4,32 Mds USD, contre 1,64 Md USD un an plus tôt. La balance des paiements affiche également un excédent de 5,10 milliards de dollars, tandis que les réserves de change atteignent 23,55 Mds USD à la mi-avril 2026.

Les finances publiques montrent une situation moins favorable. Les dépenses totales ont augmenté de 6,2%, à 6,9 Mds USD, tandis que les recettes ont progressé de 6,6%, à 5,77 Mds

USD. Toutefois, cette évolution masque une faiblesse importante, les dépenses courantes ayant augmenté de 10,2%, tandis que les dépenses en capital ont reculé de 6,5%, à 626 MUSD.

[Nepal Rastra Bank](#)

Les assureurs non-vie affectés par le coût des sinistres

Les bénéfices des assureurs non-vie ont chuté de 47,23% sur les neuf premiers mois de l'exercice 2025/26, à 8,3 MUSD, contre 15,7 MUSD un an plus tôt.

La baisse s'explique par la hausse des indemnités à prévoir. Les manifestations des 8 et 9 septembre ont entraîné d'importants dégâts matériels, notamment sur des bâtiments et des véhicules. Or ces biens relèvent directement de l'assurance non-vie, qui couvre les dommages aux biens, aux véhicules, aux infrastructures et certains risques liés aux troubles, selon les contrats.

Au total, les assureurs ont reçu 3300 demandes d'indemnisation, pour environ 152,7 MUSD. Seul un quart des dossiers aurait été réglé à ce stade, ce qui maintient une pression sur les résultats du secteur.

La réassurance est également concernée. *Nepal Reinsurance Company* a reçu près de 2800 demandes, pour environ 108,2 MUSD. Les catastrophes naturelles ont ajouté une pression supplémentaire, avec plus de 78 millions de dollars de dégâts liés aux inondations et glissements de terrain d'octobre.

[Gen Z protests take heavy toll on insurance profits](#)

Pakistan

Accord du CA FMI sur les revues des programmes en cours et un décaissement de 1,3 Md USD

Le conseil d'administration du Fonds a approuvé la troisième revue du programme au titre de la facilité élargie de crédit (EFF), ainsi que la deuxième revue de la facilité pour la résilience et la durabilité (RSF), permettant un décaissement de près de 1,3 Md USD (dont 1,1 Md USD au titre de l'EFF et 220 M USD au titre de la RSF).

Cette décision porte le total des décaissements cumulés à environ 4,8 Mds USD et confirme la poursuite du programme de 7 Mds USD approuvé en 2024. La mise en œuvre des programmes est jugée satisfaisante, dans un contexte externe plus incertain marqué notamment par les tensions au Moyen-Orient.

Les priorités de politique économique demeurent centrées sur le maintien de la stabilité macroéconomique et la poursuite des réformes structurelles : renforcement des finances publiques, amélioration de la concurrence, gains de productivité et de compétitivité, consolidation des filets de protection sociale et du capital humain, réforme des entreprises publiques, ainsi qu'amélioration de la qualité des services publics et de la viabilité du secteur de l'énergie.

[IMF Executive Board Completes Third Review of the Extended Arrangement under the Extended Fund Facility and Second Review of the Arrangement under the Resilience and Sustainability Facility with Pakistan](#)

Sri Lanka

Excédent budgétaire sur les deux premiers mois de 2026

Les recettes de l'État ont atteint 1 031,2 Mds LKR en janvier-février 2026, contre 760,9 Mds LKR un an plus tôt, portées par une forte progression des recettes fiscales. Les dépenses totales n'ont progressé que marginalement, à 861,5 Mds LKR, contre 847,5 Mds LKR un an auparavant. En conséquence, l'excédent primaire s'est nettement renforcé, à 545,4 Mds LKR (1,6% du PIB) contre 328,5 Mds LKR (1% du PIB), tandis que le solde budgétaire global est redevenu excédentaire pour la première fois depuis 1955, à 169,7 Mds LKR (0,5% du PIB), après un déficit de 86,6 Mds LKR (-0,3% du PIB) en janvier-février 2025. Cette amélioration traduit principalement la très forte dynamique des recettes fiscales, alors que les dépenses récurrentes comme les dépenses en capital restent contenues.

[CBSL](#)

Les transferts de migrants compensent largement le recul des recettes touristiques mais pas la hausse des importations

Les transferts de migrants ont atteint 3 062,8 MUSD sur les quatre premiers mois de 2026, contre 2 460,5 MUSD un an plus tôt, soit une hausse de 24,5%. À l'inverse, les recettes touristiques ont reculé à 954,0 MUSD au premier trimestre 2026, contre 1 122,3 MUSD un an plus tôt, soit une baisse de 15%, malgré un nombre d'arrivées touristiques encore relativement élevé sur janvier-avril (876 277, en baisse de 2,3%). La hausse des transferts de migrants sur janvier-avril, soit environ 602 MUSD, couvre donc très largement la baisse des recettes touristiques constatée sur janvier-mars, d'environ -168 MUSD. Elle ne compense toutefois pas entièrement la hausse des importations de biens, qui ont progressé de 884 MUSD au premier trimestre, à 5 771 MUSD, contribuant à creuser le déficit commercial à 2 310 MUSD.

[CBSL](#)

Les réserves retombent sous 6,8 Mds USD

La Banque centrale du Sri Lanka est devenue vendeuse nette de devises en avril, pour la première fois depuis 22 mois, avec une vente nette de 13 MUSD sur le marché intérieur des changes. Sur les quatre premiers mois de 2026, elle reste toutefois acheteuse nette à hauteur de 697,2 M USD, après environ 2 Mds USD d'achats nets en 2025. Dans le même temps, les réserves officielles brutes sont revenues à 6,759 Mds USD fin avril 2026 (soit 3,1 mois d'importations de biens et services), à comparer à 7,026 Mds USD fin mars, soit une baisse de 267 M USD sur le seul mois d'avril après -251 MUSD enregistrés en mars. La pression sur la LKR s'est également accentuée : elle affiche une dépréciation de 3,75% par rapport à l'USD depuis fin 2025.

[CBSL](#)

[Approbation du National Export Development Plan 2026-2030](#)

Le plan, qui vient d'être approuvé par le Cabinet, constitue le cadre de développement et de promotion des exportations du pays. Il vise à renforcer la compétitivité du pays et à soutenir la croissance. Elaboré par l'Export Development Board, qui a bénéficié d'une assistance technique de la Banque asiatique de développement, il fixe un objectif d'exportations de 30 Mds USD d'ici 2030 (à comparer à 17,3 Mds USD en 2025). Les mesures concrètes pour parvenir à ce résultat n'ont pas été détaillées. Elles devraient inclure des soutiens budgétaires, la mise en place d'un cadre de pilotage et de suivi et une meilleure association entre secteurs public et privé.

[Department of Government Information](#)

[Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec la Corée du Sud](#)

Le Sri Lanka et la Corée du Sud ont formellement échangé, le 28 avril, les avenants actant la restructuration de 18 prêts concessionnels accordés via l'EDCF (Economic Development Cooperation Fund coréen), pour un montant d'environ 267 MUSD. Cette étape, intervenue lors du dialogue politique EDCF 2026 au ministère des Finances, s'inscrit dans la poursuite du processus de restructuration de la dette extérieure sri-lankaise. Il s'agit du 12e accord bilatéral conclu par le Sri Lanka, après ceux signés avec, dans l'ordre, la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, l'Allemagne et la Belgique. Parmi les pays n'ayant pas encore signé un tel accord figurent l'Autriche, le Canada, l'Espagne, les États-Unis, les Pays-Bas, la Russie et la Suède. Source : Ambassade de Corée au Sri Lanka.

[News1st](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays
Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	B	A4
Bangladesh	B2	Negative	B+	Stable	B+	Stable	D	C
Pakistan	Caa1	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Caa1	Stable	CCC+	Stable	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa2	Negative	-	-	CC	Stable	D	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr